

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le - 4 FEV. 2011

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 1999 régissant le fonctionnement des activités de la société  
TEINTURERIES DE LA TURDINE dans son établissement situé 5, route de Paris à  
TARARE ;

VU la déclaration en date du 3 janvier 2011 par laquelle la société TEINTURERIES DE LA  
TURDINE fait part de la mise à l'arrêt définitif des activités qu'elle exerçait à TARARE,  
5, route de Paris et le dossier annexé ;

VU le récépissé de déclaration de cessation d'activités classées délivré à la société  
TEINTURERIES DE LA TURDINE le 11 janvier 2011 ;

VU le rapport du 19 janvier 2011 de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des  
installations classées ;

CONSIDERANT que de l'examen du dossier de cessation d'activités présenté par la société  
TEINTURERIES DE LA TURDINE, pour son établissement de TARARE, 5, route de  
Paris, il ressort que :

➤ subsiste sur le site :

- un stockage de fuel comprenant une cuve de fioul lourd TBTS, d'une capacité de 210000 litres, une cuve aérienne de fioul domestique d'une capacité de 25000 litres et une cuve enterrée de fioul domestique d'une capacité de 10000 litres,
- un transformateur contaminé aux PCB,
- trois sources radioactives scellées,

../..

- des déchets dangereux,
- des stockages d'acide acétique (1 tonne), d'acide formique (1,2 tonnes) et d'acide chlorhydrique (1tonne),
- des stockages de colorants et de produits auxiliaires de teinture,
- une cuve de 20000 litres de soude,
- des stockages de substances comburantes (10 tonnes d'eau oxygénée, 120 kg de chlorite de soude, 500 kg de nitrate de sodium),
- des stockages de substances et préparations toxiques (800 kg de sulfhydrate),

➤ le site est toujours occupé par un tiers sans qu'il ait été complètement sécurisé ;

CONSIDERANT, de plus, qu'aucune échéance n'est donnée dans le dossier pour la réalisation des mesures de mise en sécurité du site ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitant aurait du mettre en œuvre les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site dès l'arrêt de l'exploitation de son établissement intervenu réellement au premier semestre 2009 comme avait pu le constater l'inspecteur des installations classées lors d'une visite du site effectuée le 22 septembre 2009 ;

CONSIDERANT donc que la société TEINTURERIES DE LA TURDINE ne respecte pas, dans le cadre de la cessation d'activités de son établissement de TARARE, 5, route de Paris, l'ensemble des dispositions de l'article R 512-39-1-II du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à se conformer aux dispositions de l'article R 512-39-1-II du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société TEINTURERIES DE LA TURDINE est mise en demeure de respecter, pour la cessation d'activités de son établissement situé à TARARE, 5, route de Paris, les dispositions prévues à l'article R 512-39-1-II du code de l'environnement.

A cet effet, l'exploitant devra :

- sous un mois : mettre en place des interdictions ou des limitations d'accès au site,
- sous deux mois :
  - faire évacuer et éliminer l'ensemble des produits et déchets encore présents sur le site,

../..



- supprimer l'ensemble des risques d'incendie et d'explosion,
  - faire évacuer et éliminer le transformateur contaminé aux PCB,
- sous trois mois : transmettre à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets dangereux justifiant de ces éliminations.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article R 514-3-1 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 4 FEV. 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale  
Josiane CHEVALIER

